



Assemblée générale

Distr. générale
20 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 138 de l'ordre du jour
Projet de budget-programme pour 2022

Rapport sur l'utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses et demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Dans sa précédente demande de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ([A/75/242](#)), le Secrétaire général a fait état des progrès réalisés dans toutes les procédures engagées devant les Chambres. Il a également souligné les difficultés financières persistantes que rencontraient les composantes nationale et internationale des Chambres et demandé l'octroi d'une subvention dont le montant ne dépasserait pas 8,5 millions de dollars pour l'année 2021.

Par sa résolution [75/253 A](#), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général, à titre exceptionnel, à engager des dépenses d'un montant ne dépassant pas 7 millions de dollars pour compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, et l'a prié de lui rendre compte dans son prochain rapport de l'utilisation de cette autorisation d'engagement de dépenses.

Dans le présent rapport, le Secrétaire général retrace les progrès accomplis par les Chambres extraordinaires depuis la publication de son dernier rapport, indique l'usage qu'il a été prévu de faire des engagements autorisés au titre de 2021, présente des informations sur le projet de budget des Chambres pour 2022, et demande à l'Assemblée générale d'approuver l'ouverture de crédits pour une subvention d'un montant de 7,5 millions de dollars destinée à la composante internationale des Chambres pour 2022.



I. Introduction

1. Comme le Secrétaire général l'a exposé en détail dans ses précédentes demandes de subvention pour les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (A/58/617, A/59/432, A/59/432/Add.1, A/60/565, A/62/304, A/67/380, A/68/532, A/69/536, A/70/403, A/71/338, A/72/341, A/73/331, A/74/359 et A/75/242), les Chambres extraordinaires ont, depuis leur constitution, progressé considérablement dans l'exécution de leur mandat. Depuis la publication du précédent rapport du Secrétaire général, la procédure d'appel engagée dans le cadre du dossier n° 002/02 s'est poursuivie. Dans le dossier n° 003, la Chambre préliminaire a rendu ses considérations relatives aux appels interjetés contre les ordonnances de clôture. Toutefois, l'affaire était toujours pendante devant la Chambre préliminaire au 31 août 2021, les parties ayant déposé de nouvelles écritures. Dans l'affaire restante, le dossier n° 004, la Chambre préliminaire devrait se prononcer sur les appels formés contre les ordonnances de clôture au troisième trimestre de 2021.

2. L'Assemblée générale ayant demandé, dans sa résolution 68/247 B, qu'une stratégie de fin de mandat soit élaborée, les Chambres extraordinaires ont continué d'établir tous les trimestres un plan de fin de mandat définissant les principales étapes restantes des procédures et indiquant le temps nécessaire pour que toutes les procédures soient clôturées¹. Faute de savoir si l'un ou l'autre des suspects sera renvoyé devant la juridiction de jugement dans le cadre des dossiers n°s 003 et 004, il serait prématuré d'établir un calendrier estimatif global des activités judiciaires des Chambres. Néanmoins, selon le plan de fin de mandat, la procédure d'appel engagée dans le cadre du dossier n° 002/02 devrait se poursuivre jusqu'au dernier trimestre de 2022. En ce qui concerne les dossiers n°s 003 et 004, un calendrier ne pourra être établi qu'une fois déterminé le nombre de procédures qui seront effectivement portées devant la juridiction de jugement.

3. En application des résolutions 73/279 A, 74/263 et 75/257 A de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté son rapport sur les fonctions résiduelles des Chambres extraordinaires le 19 mars 2021 (A/75/809), qui retrace les consultations menées sur l'achèvement des travaux et les fonctions résiduelles devant être exercées par les Chambres et présente le résultat des consultations menées, lesquelles ont débouché sur l'élaboration d'un ensemble de dispositions rassemblées dans un projet d'additif à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge concernant la poursuite, sous l'empire du droit cambodgien, des auteurs des crimes commis sous le Kampuchea démocratique. Par sa résolution 75/257 B, l'Assemblée a approuvé le projet d'additif, que l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement cambodgien ont signé en août 2021 et qui entrera en vigueur après que les deux parties se seront notifié par écrit l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

4. Les Chambres extraordinaires continuent de faire face à de grandes difficultés financières. Il est en effet difficile d'obtenir les contributions volontaires nécessaires pour couvrir entièrement les dépenses pour 2021. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu des incidences négatives sur l'obtention de contributions volontaires. L'autorisation donnée par l'Assemblée générale portant octroi d'une subvention visant à compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale a été salubre pour les travaux des Chambres. Étant donné le montant prévu des contributions volontaires se rapportant à cette composante, il faudra utiliser la totalité des 7 millions de dollars autorisés d'ici à la fin de 2021. Les contributions financières provenant du Gouvernement

¹ Voir dernier plan d'achèvement, révision 29 du 30 juin 2021, consultable à l'adresse : https://eccc.gov.kh/sites/default/files/ECCC%20Completion%20Plan.rev%2029.FINAL__0.pdf.

cambodgien, ajoutées à celles qui ont été annoncées par la communauté internationale, ont permis de stabiliser la situation financière de la composante nationale pour 2021.

5. Dans sa résolution [75/253](#) A, l'Assemblée générale, rappelant le paragraphe 37 du rapport du Comité consultatif ([A/75/7/Add.19](#)), a prié le Secrétaire général de procéder à un examen des modifications qu'il est proposé d'apporter aux conditions d'emploi des juges internationaux des Chambres extraordinaires et de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport. Les résultats de l'examen demandé sont présentés à la section VII.

II. État d'avancement des dossiers

A. Dossier n° 001 : Kaing Guek Eav, alias « Duch »

6. Le 2 septembre 2020, Kaing Guek Eav est décédé après avoir été admis à l'hôpital. Avant sa mort, il exécutait une peine de réclusion à vie prononcée par la Chambre de la Cour suprême à la prison provinciale de Kandal (Cambodge) après avoir été déclaré coupable de crimes contre l'humanité et de violations graves des Conventions de Genève de 1949.

B. Dossier n° 002 : Nuon Chea, Ieng Sary, Khieu Samphan et Ieng Thirith

7. Par une ordonnance de clôture rendue le 15 septembre 2010, les cojuges d'instruction des Chambres extraordinaires ont renvoyé en jugement Nuon Chea, ancien Président de l'Assemblée des représentants du peuple du Kampuchea démocratique et Secrétaire adjoint du Parti communiste du Kampuchea, Ieng Sary, ancien Vice-Premier Ministre chargé des affaires étrangères du Kampuchea démocratique, Kieu Samphan, ancien chef d'État du Kampuchea démocratique, et Ieng Thirith, ancienne Ministre des affaires sociales du Kampuchea démocratique, pour crimes contre l'humanité, violations graves des Conventions de Genève relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux et génocide contre les groupes ethniques cham et vietnamien. Déclarée inapte à être jugée pour raisons médicales, Ieng Thirith est restée sous contrôle judiciaire jusqu'à sa mort, en août 2015, qui a entraîné l'extinction de la procédure la concernant. Les poursuites engagées contre Ieng Sary ont également pris fin au décès de ce dernier, en mars 2013.

8. Dans le dossier n° 002, les poursuites ont été disjointes, sous les numéros 002/01 et 002/02, donnant lieu à deux procès devant chacun faire l'objet d'une instruction et d'un jugement distincts. Le premier procès portait sur des faits de crimes contre l'humanité en rapport avec le déplacement forcé de population de Phnom Penh (première phase), puis d'autres régions (deuxième phase), et l'exécution d'anciens soldats de la République khmère à Tuol Po Chrey. Étaient également visés l'organisation et l'appareil administratifs du Kampuchea démocratique, l'histoire du Parti communiste du Kampuchea et le rôle des accusés dans les choix politiques du régime ayant abouti aux faits reprochés. Le deuxième procès portait sur des accusations de génocide contre la minorité musulmane cham et la minorité vietnamienne, de mariage forcé et de viol, ainsi que sur d'autres accusations ayant trait au traitement infligé aux bouddhistes et à la prise pour cible des anciens fonctionnaires de la République khmère, de même qu'à des crimes contre l'humanité et à des crimes de guerre qui auraient été commis dans quatre centres de sécurité (dont le centre S-21) dans le cadre de purges internes, trois sites de travail et plusieurs coopératives, soit 11 ensembles d'agissements criminels au total.

9. Le 7 août 2014, la Chambre de première instance a rendu son jugement dans le premier procès s'inscrivant dans le cadre du dossier n° 002/01. Elle a déclaré que Nuon Chea et Khieu Samphan, participant à une entreprise criminelle commune, s'étaient rendus coupables de crimes contre l'humanité – meurtres, persécutions politiques et autres actes inhumains (déplacements forcés et atteintes à la dignité humaine, notamment) lors de la première phase des déplacements de population ; persécutions politiques et autres actes inhumains (déplacements forcés et atteintes à la dignité humaine, entre autres) lors de la deuxième phase du mouvement de population, meurtres et extermination (exécution d'anciens fonctionnaires de la République khmère à Tuol Po Chrey). Les accusés ont également été reconnus coupables de planification, d'incitation, d'aide et d'encouragement relativement aux crimes susmentionnés lors des deux phases des déplacements de population et à Tuol Po Chrey. Nuon Chea a en outre été reconnu coupable d'avoir ordonné ces crimes et déclaré responsable, en tant que supérieur hiérarchique, de l'ensemble des crimes commis lors des déplacements de population et à Tuol Po Chrey. La Chambre de première instance a condamné Nuon Chea et Khieu Samphan à la réclusion criminelle à perpétuité.

10. À la fin de 2014, le jugement a été porté en appel par les coproccureurs ainsi que par les deux accusés, Nuon Chea et Khieu Samphan, qui ont respectivement fait valoir 223 et 148 moyens d'appel. Le 23 novembre 2016, la Chambre de la Cour suprême a rendu son arrêt relatif aux appels interjetés, confirmant les déclarations de culpabilité pour crimes contre l'humanité ayant pris la forme de meurtres, de persécutions pour des motifs politiques et d'autres actes inhumains dans le cadre de l'évacuation de Phnom Penh immédiatement après la chute de la ville, le 17 avril 1975, et infirmant la déclaration de culpabilité pour extermination en tant que crime contre l'humanité relativement aux mêmes faits. S'agissant de la deuxième phase des transferts de population, de 1975 à 1977, la Chambre a confirmé la déclaration de culpabilité prononcée contre les deux accusés pour crimes contre l'humanité et autres actes inhumains, prononcé une déclaration de culpabilité pour meurtre qualifié de crime contre l'humanité, et infirmé les déclarations de culpabilité pour extermination et persécutions pour des motifs politiques en tant que crimes contre l'humanité. Si elle a confirmé qu'au moins 250 soldats et fonctionnaires de la République khmère avaient été exécutés à Tuol Po Chrey en avril 1975 et que des crimes contre l'humanité avaient vraisemblablement été commis, la Chambre a jugé que les éléments de preuve étaient insuffisants pour permettre de conclure qu'il existait alors une politique d'extermination des soldats de la République khmère. En conséquence, elle a infirmé les déclarations de culpabilité pour extermination, meurtres et persécutions pour des motifs politiques, en tant que crimes contre l'humanité, relativement aux faits survenus à Tuol Po Chrey. Elle a conclu que la réclusion criminelle à perpétuité constituait une peine appropriée pour Nuon Chea et Khieu Samphan et a donc confirmé la peine prononcée par la Chambre de première instance. Elle a par ailleurs jugé irrecevable l'appel formé par les coproccureurs pour obtenir un jugement déclaratoire sur l'applicabilité de la forme la plus élargie de l'entreprise criminelle commune devant les Chambres extraordinaires.

11. Le 16 novembre 2018, la Chambre a rendu son jugement et présenté un résumé de ses conclusions dans le dossier n° 002/02. Elle a déclaré Nuon Chea et Khieu Samphan coupables de crimes contre l'humanité, de graves violations des Conventions de Genève et de génocide du groupe ethnique, national et racial vietnamien. Elle a également jugé que les deux accusés avaient aidé et encouragé à la perpétration de faits de meurtre qualifiés de crimes contre l'humanité aux coopératives Tram Kak, sur les trois sites de travail et dans les quatre centres de sécurité. Invoquant le principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique, la Chambre a en outre reconnu Nuon Chea coupable de génocide à l'encontre du groupe

ethnique et religieux cham. Le jugement motivé a été publié dans les trois langues de travail des Chambres extraordinaires le 28 mars 2019. Nuon Chea et Khieu Samphan ont tous deux été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. La Chambre de première instance ayant opté pour la confusion des peines infligées au titre des procès n^{os} 002/01 et 002/02, les deux peines ont été commuées en une peine unique d'emprisonnement à vie. À la suite du décès de Nuon Chea, le 4 août 2019, la Chambre de la Cour suprême a mis fin le 13 août 2019 aux procédures d'appel intentées contre lui et a estimé par la suite que les conclusions de la Chambre de première instance le concernant n'étaient pas annulées par son décès. Les coproccureurs ont déposé leur appel le 20 août 2019, tandis que Khieu Samphan, le dernier appelant dans le dossier n^o 002/02, a fait appel le 28 février 2020. Les réponses aux appels ont été entièrement rédigées dans les trois langues à la fin mars 2021. Quatre jours d'audience en appel ont eu lieu du 16 au 19 août 2021.

C. Dossiers n^{os} 003 et 004

12. Le 7 septembre 2009, le coproccureur international a saisi les cojuges d'instruction de deux réquisitoires introductifs (qui ont été suivis de réquisitoires supplétifs) concernant cinq autres personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes relevant de la compétence des Chambres extraordinaires.

13. Sur la base des réquisitoires produits par le coproccureur international, les cojuges d'instruction ont été saisis de 10 ensembles d'agissements criminels dans le dossier n^o 003 et de 55 dans le dossier n^o 004.

14. Le 3 mars 2015, le cojuge d'instruction international a décidé de renvoyer en jugement Meas Muth et Im Chaem dans le cadre des dossiers n^{os} 003 et 004. Le premier a été mis en examen pour des faits constitutifs de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et d'infractions au Code pénal cambodgien de 1956 ; le second, pour des faits constitutifs de crimes contre l'humanité et d'infractions au Code pénal cambodgien de 1956. Ces mises en examen ont été prononcées par contumace, les intéressés n'ayant pas déféré à la citation à comparaître qui leur avait été adressée et les mandats d'amener délivrés par la suite n'ayant pas été exécutés. Le 27 mars 2015, le cojuge d'instruction international a décidé de mettre en examen Ao An, en sa présence, dans le cadre du dossier n^o 004, pour des faits constitutifs de crimes contre l'humanité et d'infractions au Code pénal cambodgien de 1956. Le 2 juin 2015, les cojuges d'instruction ont prononcé un non-lieu au bénéfice de Sou Met, jusqu'alors suspect dans le dossier n^o 003, en raison de son décès en 2014. Le 9 décembre 2015, le dernier suspect dans le dossier n^o 004, Yim Tith, a comparu devant le cojuge d'instruction international et a été mis en examen pour génocide, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et infractions au Code pénal cambodgien de 1956. Le 14 décembre 2015, Meas Muth a comparu de son plein gré devant le cojuge d'instruction international et il lui a alors été fait lecture d'accusations supplémentaires portées contre lui, dont celle de génocide. Un certain nombre de chefs d'accusation figurant dans la décision prononcée antérieurement par contumace ont été retirés, de même que le mandat d'arrêt lancé contre lui.

15. Le 18 décembre 2015, les cojuges d'instruction ont informé les parties qu'ils considéraient que l'instruction visant Im Chaem était close. Observant que cette dernière avait le droit d'être jugée sans retard excessif, ils ont, le 5 février 2016, ordonné la disjonction de la procédure engagée contre elle, pour intenter un procès distinct (dossier n^o 004/01). Le 22 février 2017, les cojuges d'instruction ont prononcé conjointement une ordonnance de non-lieu dans la procédure engagée contre Im Chaem dans ce dossier au motif que, sur la base des éléments de preuve recueillis au cours de l'instruction, cette dernière ne relevait pas de la compétence

personnelle des Chambres extraordinaires, puisqu'elle n'était ni une dirigeante du Kampuchea démocratique ni l'une des principaux responsables des crimes graves commis sous le régime des Khmers rouges. Le 10 juillet 2017, les cojuges d'instruction ont prononcé une ordonnance de non-lieu motivée dans le dossier n° 004/01, contre Im Chaem. Le 9 août 2017, le coprocurateur international a fait appel du non-lieu auprès de la Chambre préliminaire. Le 28 juin 2018, statuant en appel sur la compétence personnelle, la Chambre préliminaire a confirmé la décision de non-lieu rendue par les cojuges d'instruction et ainsi mis fin à la procédure engagée contre Im Chaem.

16. En ce qui concerne le dossier n° 004/02, le 14 mars 2016, le cojuge d'instruction international a élargi la portée des accusations retenues contre Ao An, de manière à y inclure d'autres crimes contre l'humanité et le génocide. Le 16 décembre 2016, les cojuges d'instruction ont informé l'ensemble des parties au dossier n° 004 qu'ils considéraient que l'instruction ouverte contre Ao An était close et, au nom du droit de ce dernier d'être jugé sans retard excessif, ont ordonné la disjonction de la procédure le concernant et l'ouverture d'un nouveau dossier, portant le numéro 004/02. Par une autre décision, le cojuge d'instruction international a également réduit la portée de l'instruction, appliquant ainsi pour la première fois la règle 66 *bis* du Règlement intérieur, adoptée en janvier 2015. Le 19 mai 2017, les cojuges d'instruction ont rendu une ordonnance de soit-communiqué demandant aux coprocurateurs de déposer leurs réquisitoires définitifs. Le 18 et le 21 août 2017, les coprocurateurs nationaux et internationaux ont déposé leurs réquisitoires définitifs respectifs. Le 16 août 2018, les cojuges d'instruction ont rendu deux ordonnances de clôture distinctes dans le cadre du dossier n° 004/02. Le cojuge d'instruction international a inculqué Ao An pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de droit interne. Le cojuge d'instruction national a prononcé un non-lieu pour défaut de compétence personnelle. Les coavocats, au nom d'Ao An, la coprocuratrice nationale et le coprocurateur international ont interjeté appel. Le 19 décembre 2019, la Chambre préliminaire a rendu ses considérations relatives aux appels interjetés contre les ordonnances de clôture. À l'unanimité, elle a dit que le fait pour les cojuges d'instruction d'avoir rendu les deux Ordonnances de clôture contradictoires était illégal et déclaré ne pas avoir réuni le vote positif d'au moins quatre juges requis pour statuer, par des motifs communs, sur le fond. L'opinion des juges nationaux et l'opinion des juges internationaux sont jointes aux considérations. Dans une déclaration publiée le 3 avril 2020 après que le coprocurateur international a versé des pièces au dossier, la Chambre de première instance a fait remarquer qu'aucune notification officielle ne lui avait été adressée et qu'elle n'avait pas reçu le dossier de l'affaire. Le 4 mai 2020, la coprocuratrice internationale a formé un appel immédiat contre la clôture effective du dossier n° 004/02 par la Chambre de première instance devant la Chambre de la Cour suprême. Dans sa décision rendue le 10 août 2020, la Chambre de la Cour suprême a considéré que ni l'une ni l'autre des ordonnances de clôture n'était valable après que la Chambre préliminaire a conclu à l'unanimité que les mesures prises par les juges d'instruction étaient illégales et mis fin à la procédure engagée contre Ao An devant les Chambres extraordinaires. Par une ordonnance rendue le 14 août 2020, les cojuges d'instruction ont prononcé la mise sous scellés et l'archivage du dossier n° 004/02, mettant ainsi fin à la procédure engagée dans le cadre de cette affaire.

17. En ce qui concerne le dossier n° 003, le 10 janvier 2017, le cojuge d'instruction international a informé toutes les parties au dossier qu'il considérait comme close l'instruction ouverte contre Meas Muth, et prononcé une décision distincte réduisant la portée de l'instruction le concernant, conformément à la règle 66 *bis* du Règlement intérieur. Le cojuge d'instruction national a alors réaffirmé avoir rendu son avis de fin d'instruction dans le dossier n° 003 le 29 avril 2011, puis avoir ordonné la

communication du dossier le 7 février 2013. Le 25 juillet 2017, le cojuge d'instruction international a communiqué la procédure aux coproccureurs aux fins de réquisitoire définitif, lequel a été déposé en novembre 2017. Le 28 novembre 2018, les cojuges d'instruction ont rendu deux ordonnances de clôture distinctes dans le dossier n° 003, contre Meas Muth. Le cojuge d'instruction international a inculpé Meas Muth de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de crimes de droit interne. Le cojuge d'instruction national a prononcé un non-lieu pour défaut de compétence personnelle. Les coavocats, au nom de Meas Muth, la coproccureure nationale et le coproccureur international ont fait appel. Le 7 avril 2021, la Chambre préliminaire a rendu ses considérations relatives aux appels interjetés contre les ordonnances de clôture. À l'unanimité, elle a dit que le fait pour les cojuges d'instruction d'avoir rendu les deux Ordonnances de clôture contradictoires était illégal et déclaré ne pas avoir réuni le vote positif d'au moins quatre juges requis pour statuer, par des motifs communs, sur le fond. L'opinion des juges nationaux et l'opinion des juges internationaux sont jointes aux considérations. Dans leur opinion, les juges nationaux ont considéré que la loi en vigueur n'autorisait pas la Chambre préliminaire à décider si l'acte d'un des cojuges d'instruction était prépondérant et décidé en conséquence que le dossier devrait être conservé aux archives. De leur côté, tout en constatant la nullité de l'ordonnance de non-lieu rendue par le cojuge d'instruction national, les juges internationaux ont confirmé l'ordonnance de renvoi et estimé que la Chambre de première instance devait être saisie de l'ordonnance de renvoi rendue dans le dossier n° 003. Le 20 mai 2021, les cojuges d'instruction ont rejeté la demande interlocutoire ultérieure du coproccureur international tenant à transmettre immédiatement les considérations de la Chambre préliminaire, l'ordonnance de renvoi du dossier n° 003 et le dossier restant à la Chambre de première instance, estimant qu'il n'y avait ni unanimité ni majorité qualifiée parmi les juges de la Chambre préliminaire en faveur de l'une ou l'autre ordonnance de clôture dans le dossier n° 003. Le 17 juin 2021, les coavocats de Meas Muth ont demandé à la Chambre préliminaire de clore, placer sous scellé et archiver le dossier n° 003. Le 21 juin, la coproccureure internationale a demandé à la Chambre de clore la phase préliminaire de la procédure dans le dossier n° 003 en confirmant la mise en accusation et le renvoi en jugement de Meas Muth. Ces deux requêtes étaient toujours pendantes devant la Chambre préliminaire au 31 août 2021.

18. En ce qui concerne le dossier n° 004, le 13 juin 2017, les cojuges d'instruction internationaux ont informé l'ensemble des parties au dossier qu'il considérait comme close l'instruction ouverte contre Yim Tith, et, par une décision distincte, ont réduit la portée de l'instruction le concernant conformément à la règle 66 *bis* du Règlement intérieur. La coproccureure nationale a déposé son réquisitoire définitif le 31 mai 2018, tandis que le coproccureur international a remis le sien le 4 juin 2018. Le 28 juin 2019, les cojuges d'instruction ont rendu deux ordonnances de clôture distinctes concernant le dossier n° 004 contre Yim Tith. Le cojuge d'instruction international a inculpé Yim Tith de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de crimes de droit interne. Le cojuge d'instruction national a prononcé un non-lieu pour défaut de compétence personnelle. Les coavocats, au nom de Yim Tith, la coproccureure nationale et le coproccureur international ainsi que les parties civiles ont interjeté appel. Le 18 mars 2021, la Chambre préliminaire a fait savoir aux parties qu'elle statuerait sur les appels interjetés contre les ordonnances de clôture au vu de leurs seules écritures.

III. Plan de fin de mandat et voie à suivre : échéancier prévu

19. Comme suite à la demande de l'Assemblée générale faite dans la résolution [68/247](#) B tendant à l'élaboration d'une stratégie de fin de mandat traçant clairement la voie à suivre, les Chambres extraordinaires continue d'actualiser leur plan de fin de mandat détaillant les travaux à achever dans les procédures dont elles sont actuellement saisies. Ces procédures représentent la totalité du rôle des Chambres. Le plan trace la voie à suivre, mettant en évidence les étapes à venir dans les différents procès et donnant une estimation des délais nécessaires pour mener à terme les instances en cours. Il a été établi initialement en mars 2014, puis révisé trimestriellement pour rendre compte avec le plus d'exactitude possible de l'évolution du traitement des dossiers. Il énonce également une série de mesures pouvant contribuer à l'achèvement rapide des travaux.

20. S'agissant des dossiers n^{os} 003 et 004, un cap important a été franchi en 2020 avec l'achèvement de la procédure engagée contre Ao An dans le dossier n^o 004/002. De nouveaux progrès ont été réalisés en 2021, la Chambre préliminaire ayant rendu ses considérations relatives aux appels interjetés contre les ordonnances de clôture dans le dossier n^o 003 contre Meas Muth. En 2021, une étape importante devrait être franchie : au troisième trimestre de 2021, la Chambre préliminaire devrait se prononcer sur les appels formés contre les ordonnances de clôture rendues dans le dossier n^o 004 visant Yim Tith. On ne pourra établir les calendriers prévisionnels pour les dossiers n^{os} 003 et 004 que lorsqu'on aura une idée plus claire des décisions que la Chambre préliminaire prendra dans ces dossiers.

21. Le Secrétaire général réaffirme qu'il importe que toutes les procédures dont les Chambres extraordinaires ont été saisies soient menées de façon conforme aux dispositions de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge concernant la poursuite, sous l'empire du droit cambodgien, des auteurs des crimes commis sous le Kampuchea démocratique. Dans ses résolutions [73/279](#) A et [74/263](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'engager des consultations avec les Chambres extraordinaires et le Gouvernement cambodgien en vue de commencer à élaborer un cadre pour l'achèvement des travaux des Chambres extraordinaires, notamment en ce qui concerne la réduction des activités, et de déterminer les éventuelles fonctions résiduelles qui devraient être exercées une fois le mandat achevé. Dans sa résolution [75/257](#) A, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer de se concerter avec le Gouvernement cambodgien, en tenant les parties prenantes informées, pour arrêter un projet de cadre pour l'achèvement des travaux des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens, notamment en ce qui concerne la réduction des activités et les fonctions résiduelles à exercer, et de soumettre ce projet à son examen. Dans la même résolution, elle a également prié le Secrétaire général de lui rendre compte, à la reprise de sa soixante-quinzième session et au plus tard le 15 mai 2021, de l'application de la résolution. Dans son rapport en date du 19 mars 2021 ([A/75/809](#)), le Secrétaire général a retracé les consultations menées sur l'achèvement des travaux et les fonctions résiduelles devant être exercées par les Chambres et présenté le résultat des consultations menées, lesquelles ont débouché sur l'élaboration d'un ensemble de dispositions rassemblées dans un projet d'additif à l'Accord signé entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge concernant la poursuite, sous l'empire du droit cambodgien, des auteurs des crimes commis sous le Kampuchea démocratique. Par sa résolution [75/257](#) B, l'Assemblée a approuvé le projet d'additif, lequel, comme mentionné précédemment, a été signé en août 2021 par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement cambodgien et entrera en vigueur après que les deux parties se seront notifié par écrit l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

IV. Situation financière actuelle et mesures de financement

22. Dans ses précédents rapports, le Secrétaire général a appelé l'attention des États Membres sur les problèmes financiers que connaissaient les Chambres extraordinaires. Ces difficultés ont persisté durant l'année 2021. La pandémie a pesé sur le rythme auquel les contributions volontaires ont été obtenues en 2020 et 2021 par rapport aux années précédentes. S'agissant de la composante internationale des Chambres, certains donateurs traditionnels connaissent des retards pour ce qui est d'arrêter définitivement le montant de leurs contributions et la date à laquelle celles-ci seront versées. Ces problèmes ont conduit à un gel des recrutements et placé dans l'incertitude les membres du personnel dont le contrat de travail est reconduit d'un mois à l'autre, une situation susceptible de compromettre l'accomplissement des fonctions essentielles. En raison des lourdes contraintes financières exercées les années précédentes, les agents recrutés sur le plan national ont travaillé durant de longues périodes sans contrat ni rémunération, ce qui a notamment poussé 100 personnes à observer un arrêt de travail en septembre 2013. Étant donné la structure des Chambres, où le personnel des composantes internationale et nationale travaillent de concert, l'ensemble des activités des Chambres s'en est trouvé sérieusement entravé. Certes, grâce à l'augmentation des contributions versées par le Gouvernement cambodgien à partir de 2014, la situation financière de la composante nationale s'est notablement améliorée ces dernières années. Toutefois, la situation financière de la composante internationale demeure incertaine.

23. Selon les dispositions de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge, l'ONU assume les dépenses afférentes au fonctionnement de la composante internationale des Chambres extraordinaires, tandis que le Gouvernement cambodgien prend à sa charge celles de la composante nationale, y compris les traitements du personnel recruté sur le plan national, les frais des services collectifs de distribution et les dépenses de service des Chambres. Dans sa résolution 75/253 A, l'Assemblée générale a engagé tous les États Membres à fournir de nouvelles contributions volontaires pour la composante internationale et la composante nationale des Chambres et prié le Secrétaire général de continuer de s'employer activement à obtenir des contributions volontaires supplémentaires, notamment en trouvant de nouveaux donateurs, en vue de financer les futures activités des Chambres.

24. **Composante internationale.** Traditionnellement, le financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires est assuré chaque année par un nombre limité de gouvernements, faisant pour la plupart partie du groupe des principaux donateurs. De 2010 à 2018, un expert spécial pour l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges désigné par le Secrétaire général a aidé à la collecte de fonds destinés aux Chambres. Les initiatives de mobilisation de fonds menées dans le passé, qui ont consisté principalement à solliciter de nouveaux gouvernements susceptibles de devenir des donateurs, ont pris diverses formes : organisation de deux conférences d'annonce de contributions (en 2010 et en 2013) ; envoi d'appels écrits par le Secrétaire général à tous les États Membres ; formulation de demandes bilatérales auprès des pays donateurs par de hauts fonctionnaires de l'ONU ; envoi d'appels écrits aux missions permanentes des États Membres par la présidence du groupe des principaux donateurs à New York en 2015 et en 2017 ; élaboration d'une stratégie de collecte de fonds adoptée en 2016. En 2018, à la suite de l'envoi de plusieurs lettres par le groupe des principaux donateurs, la Norvège et la République de Corée ont officiellement rejoint ce groupe. En 2019, le comité directeur, en coordination avec le Secrétariat, a organisé une rencontre de sensibilisation intitulée « The recent milestone judgement in the Extraordinary Chambers case 002/02 : looking at the implications for international criminal

accountability, in Cambodia and beyond » (Le jugement exemplaire récemment rendu au sujet du deuxième procès s'inscrivant dans le cadre du dossier n° 002 par les Chambres extraordinaires : incidences sur l'application du principe de responsabilité pénale internationale au Cambodge et ailleurs). Cette manifestation était axée sur les poursuites engagées en cas de génocide et la prévention du génocide, le rôle de la société civile et la participation des victimes aux travaux des Chambres, ou encore les méthodes utilisées pour évaluer l'incidence des travaux des Chambres et ce qu'elles laisseront en héritage. Il a été souligné lors de cette rencontre qu'il était primordial que la communauté internationale continue d'apporter un appui financier aux travaux des Chambres. En 2020, compte tenu des difficultés posées par la pandémie, le Secrétariat a régulièrement informé les donateurs de la situation financière pour leur rappeler la nécessité de renouveler et d'accélérer leurs contributions. En juin 2020 et en juillet 2021, pour accroître le nombre de donateurs tout en conservant les donateurs actuels, le Secrétaire général a adressé une lettre à toutes les missions permanentes des États Membres.

25. Composante nationale. Au cours des premières années d'activité des Chambres extraordinaires, la composante nationale était financée par des contributions volontaires à hauteur de 80 % du budget, le reste étant à la charge du Gouvernement cambodgien, qui fournissait également des contributions en nature (bâtiments, installations et services publics). Le Gouvernement cambodgien a considérablement accru son concours ces dernières années. Ces six dernières années, il a couvert plus de 70 % du budget de la composante nationale. Face aux graves difficultés financières auxquelles se heurtaient la composante nationale, de hauts responsables des Chambres, de concert avec de hauts fonctionnaires du Gouvernement cambodgien, l'Expert spécial, ainsi que les ambassadeurs du Cambodge en poste dans les capitales étrangères, ont sollicité collectivement l'appui d'un certain nombre de gouvernements. Ces activités ont permis de lever suffisamment de fonds pour la composante nationale en 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

Activités de mobilisation de fonds menées en 2021

26. On continue de s'employer à mettre en œuvre la stratégie financière élaborée en 2016 en vue d'accroître le nombre de donateurs et de conserver l'appui des donateurs traditionnels. Les hauts fonctionnaires cambodgiens poursuivent régulièrement leur travail de mobilisation de fonds auprès des donateurs dans la capitale.

27. Le Secrétariat a continué de s'employer à collecter des fonds au moyen de communications avec les missions diplomatiques. En juillet 2021, pour accroître le nombre de donateurs tout en conservant les donateurs actuels, le Secrétaire général a adressé une lettre à toutes les missions permanentes des États Membres pour les inviter à soutenir financièrement les Chambres extraordinaires. Par ailleurs, le Coordonnateur de l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges continue de tenir régulièrement des réunions avec des représentantes et représentants des États Membres pour solliciter des contributions volontaires en faveur de la composante internationale des Chambres. En outre, des consultations régulières ont eu lieu entre le Secrétariat et les membres du groupe des principaux donateurs, l'objectif étant que ceux-ci continuent de verser des contributions.

28. Malgré la poursuite des efforts de collecte de fonds, les contributions volontaires destinées à financer la composante internationale ont continué de diminuer, passant de 17,7 millions de dollars en 2015 (soit 65 % du budget approuvé pour 2015) à 13,1 millions de dollars en 2016 (soit 51 % du budget approuvé), à 9,4 millions de dollars en 2017 (soit 30 % du budget approuvé), à 8,4 millions de dollars en 2018 (soit 47 % du budget approuvé), puis à 6,2 millions de dollars en 2019 (soit 39 % du budget approuvé), n'atteignant plus que 4,4 millions de dollars en 2020 (soit 38 % du

budget approuvé). D'après les indications fournies par les donateurs actuels, les contributions volontaires devraient s'établir à 3,9 millions de dollars en 2021 (soit 30 % du budget approuvé). Ce montant estimatif comprend des contributions reçues d'un montant de 3,3 millions de dollars, des contributions confirmées à hauteur de 0,3 million de dollars et des contributions prévues à hauteur de 0,3 million de dollars du groupe des principaux donateurs. D'après les prévisions, le montant des contributions volontaires devrait s'élever à 4 millions de dollars en 2022 (1,1 million de dollars de contributions confirmées et 2,9 millions de dollars de contributions prévues).

Situation financière actuelle et utilisation de l'autorisation d'engagement de dépenses

29. L'Assemblée générale a autorisé l'engagement de dépenses à hauteur de 15,5 millions de dollars pour la composante internationale des Chambres extraordinaires pour 2014. Toutefois, ces crédits n'ont jamais été utilisés, les contributions volontaires ayant finalement suffi à couvrir entièrement les obligations de la composante internationale cette année-là. L'Assemblée a ensuite autorisé l'engagement de dépenses pour la composante internationale à hauteur de 12,1 millions de dollars pour 2015, 12,1 millions de dollars pour 2016, 11,0 millions de dollars pour 2017, 8,0 millions de dollars pour 2018, 7,5 millions de dollars pour 2019, 7,0 millions de dollars pour 2020 et 7,0 millions de dollars pour 2021, afin d'assurer le versement des traitements et indemnités du personnel en temps voulu et sans que soient perturbés les travaux des Chambres.

30. À la section V de sa résolution [74/263 A](#), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 7 millions de dollars pour compléter les contributions volontaires destinées au financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020. Du fait des dépenses engagées en 2020 et compte tenu des ressources financières volontaires reçues, l'intégralité de la subvention a dû être utilisée. Le montant a été comptabilisé dans les états financiers vérifiés pour 2020. Il sera rendu compte de l'emploi fait des 7 millions de dollars dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2020. Le montant sera couvert par les crédits approuvés au titre du budget ordinaire de 2020 dans les résolutions [74/264 A](#) à C. Par suite de nouveaux ajustements des recettes, un excédent de 580 100 dollars pour 2020 sera constaté dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021 et porté au crédit des États Membres dans ce cadre, conformément aux politiques et procédures financières et budgétaires applicables.

31. L'autorisation d'engagement de dépenses a servi de mécanisme de financement provisoire permettant à l'Organisation de reconduire les contrats des fonctionnaires et autres membres du personnel des Chambres extraordinaires recrutés sur le plan international, et de source de crédits de fonctionnement en cas d'insuffisance des contributions volontaires. En se basant sur le montant des contributions volontaires disponibles et sur l'autorisation d'engagement accordée par l'Assemblée générale, l'Organisation a prorogé les contrats du personnel à quatre reprises en 2020 et à trois reprises à ce jour en 2021, pour des périodes de un mois, sept mois et trois mois respectivement, dans la limite des fonds disponibles et conformément au tableau d'effectifs approuvé. Les futures prorogations de contrat, pour le dernier mois de 2021, seront subordonnées à la disponibilité des fonds.

32. Le groupe des États intéressés a approuvé un budget révisé pour 2021 (dont un montant pour les dossiers n^{os} 003 et 004) qui prévoit 12,9 millions de dollars pour la composante internationale et 4,9 millions de dollars pour la composante nationale. Au 30 juin 2021, des contributions volontaires s'élevant à 3,3 millions de dollars

avaient été reçues pour la composante internationale pour 2021, ce qui, ajouté aux 7,0 millions de dollars d'engagements autorisés, a permis de couvrir les dépenses des 11 premiers mois de 2021. Pour financer le fonctionnement de la composante internationale pendant le dernier mois de 2021, des contributions volontaires supplémentaires de 0,5 million de dollars seront nécessaires. Si un ou plusieurs procès s'ouvrent en 2021 dans le cadre des dossiers n^{os} 003 et 004, des contributions volontaires supplémentaires de 2,1 millions de dollars seront requises. En ce qui concerne la composante nationale, au 30 juin 2021, des contributions d'un montant de 2,8 millions de dollars avaient été reçues du Gouvernement cambodgien. Un montant supplémentaire de 0,8 million de dollars a été annoncé par le Gouvernement, ce qui, ajouté au solde de 0,7 million de dollars reporté de 2020 et à une contribution confirmée de 1,1 million de dollars de la part d'un donateur international ainsi qu'aux mesures de réduction des coûts et à l'élimination de certaines dépenses, devrait être suffisant pour assurer le fonctionnement de la composante nationale des Chambres extraordinaires jusqu'à la fin de 2021.

33. Étant donné que les contributions annoncées (confirmées et prévues) et les contributions volontaires effectivement versées n'étaient pas suffisantes pour couvrir les dépenses prévues, les mesures d'économie mises en place les années précédentes pour la composante internationale afin d'éviter certaines dépenses ont été maintenues en 2021 : coordination d'une série de services administratifs avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique ; gel des recrutements aux emplois vacants sauf pour répondre à l'absolue nécessité d'assurer le déroulement sans interruption des procédures judiciaires ; réduction de certains objets de dépense (voyages, frais généraux de fonctionnement, services contractuels). Il convient de noter que, si ces mesures devaient permettre de réaliser certaines économies grâce auxquelles les fonds disponibles seront suffisants pour financer les activités judiciaires essentielles, le renouvellement des contrats du personnel pour de courtes durées a entamé le moral des fonctionnaires et contribué à un taux de rotation du personnel plus élevé que prévu.

V. Besoins de financement des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens pour 2022

34. Les composantes internationale et nationale font l'objet d'un financement distinct : le Secrétariat se charge de l'encaissement et de la gestion des fonds provenant des contributions volontaires pour la composante internationale, tandis que le Gouvernement cambodgien assure le financement de la composante nationale, notamment grâce aux contributions versées par la communauté internationale à cette fin. Le projet de budget pour 2022 tient compte des ressources nécessaires pour l'ensemble de l'année conformément au plan de travail établi pour les activités judiciaires qui figurent dans la vingt-neuvième révision du plan de fin de mandat, datée du 30 juin 2021.

35. Le projet de budget, qui est soumis au contrôle du groupe des principaux donateurs et du comité directeur ainsi qu'à l'approbation finale du groupe des États intéressés, tient compte des recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport sur la question (A/75/7/Add.19), auxquelles l'Assemblée générale a souscrit dans sa résolution 75/253 A. On trouvera à l'annexe I des informations détaillées sur les recommandations émises par le Comité consultatif et sur les mesures prises par les Chambres extraordinaires pour y donner suite.

36. Le projet de budget pour 2022, qui est présenté dans les tableaux 1 à 3, tient compte des ressources nécessaires à la composante internationale, y compris les

ressources en personnel, pour assurer le fonctionnement des Chambres extraordinaires tout au long de l'année. On trouvera à l'annexe II un complément d'information sur la situation financière des Chambres.

Tableau 1

Ressources financières nécessaires pour la composante internationale des Chambres extraordinaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Composante	Dépenses de 2020	Budget révisé pour 2021	Augmentation (diminution)		Budget pour 2022 ^a
			Montant	Pourcentage	
A. Fonctions judiciaires	4 364,6	4 932,6	(2 160,1)	(43,8)	2 772,5
B. Section d'appui à la défense et Section d'appui aux victimes	2 030,4	1 050,6	(529,7)	(50,4)	520,9
C. Bureau de l'administration	4 388,4	4 749,1	398,6	8,4	5 147,7
D. Dossiers n ^{os} 003 et 004	–	2 142,5	938,3	43,8	3 080,8
Total partiel	10 783,4	12 874,8	(1 352,9)	(10,5)	11 521,9
Contributions annoncées, contributions effectives et recettes diverses	4 363,5	3 928,4	76,4	1,9	4 004,8
Montant de la subvention utilisé ou autorisé	7 000,0 ^b	7 000,0 ^b	(7 000,0)	(100,0)	–
Total des recettes	11 363,5	10 928,4	(6 923,6)	(63,4)	4 004,8
Excédent/(déficit)	580,1^c	(1 946,4)	(5 570,7)	286,2	(7 517,1)

^a Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le groupe des États intéressés.

^b Il sera rendu compte du montant de la subvention utilisé en 2020 dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2020. Ce montant a été imputé sur les crédits approuvés pour 2020 au titre du budget ordinaire. Le montant définitif des dépenses et l'ouverture de crédits correspondante au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses reçue en 2021 figureront dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021.

^c Il sera rendu compte de l'excédent de 580 100 dollars pour 2020 dans les états financiers pour 2021 et dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021. Ce montant sera porté au crédit des États Membres dans ce cadre, conformément aux politiques et procédures budgétaires et financières applicables.

Tableau 2

Composante internationale : ressources nécessaires par objet de dépense et fonds disponibles

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	Dépenses de 2020	Budget révisé pour 2021	Variation		Budget pour 2022 ^a
			Montant	Pourcentage	
Postes	5 834,4	6 392,5	(2 315,5)	(36,2)	4 077,0
Émoluments des non-fonctionnaires	1 559,8	2 250,3	(347,9)	(15,5)	1 902,4
Autres dépenses de personnel	–	848,9	957,1	112,7	1 806,0
Consultants et experts	2 549,5	2 375,2	(273,5)	(11,5)	2 101,7
Voyages du personnel	3,7	22,0	–	–	22,0
Services contractuels	148,4	240,5	212,1	88,2	452,6
Frais généraux de fonctionnement	559,1	606,1	193,1	31,9	799,2

Objet de dépense	Dépenses de 2020	Budget révisé pour 2021	Variation		Budget pour 2022 ^a
			Montant	Pourcentage	
Fournitures	31,1	91,5	–	–	91,5
Mobilier et matériel	97,4	47,8	221,7	463,8	269,5
Total des dépenses	10 783,4	12 874,8	(1 352,9)	(10,5)	11 521,9
Contributions annoncées et effectives	4 363,5	3 928,4	76,4	1,9	4 004,8
Montant de la subvention utilisé ou autorisé	7 000,0 ^b	7 000,0 ^b	(7 000,0)	(100,0)	–
Total des recettes	11 363,5	10 928,4	(6 923,6)	(63,4)	4 004,8
Excédent/(déficit)	580,1^c	(1 946,4)	(5 570,7)	286,2	(7 517,1)

^a Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le groupe des États intéressés.

^b Il sera rendu compte du montant de la subvention utilisé en 2020 dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2020. Ce montant sera imputé sur les crédits approuvés pour 2020 au titre du budget ordinaire. Le montant définitif des dépenses et l'ouverture de crédits correspondante au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses reçue en 2021 figureront dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021.

^c Il sera rendu compte de l'excédent de 580 100 dollars pour 2020 dans les états financiers pour 2021 et dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021. Ce montant sera porté au crédit des États Membres dans ce cadre, conformément aux politiques et procédures budgétaires et financières applicables.

Tableau 3
Postes pour la composante internationale des Chambres extraordinaires

Catégorie	Effectif approuvé		Effectif proposé ^a
	2020	2021	2022
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
Police des Nations Unies ^b	10	12	12
D-1	1	1	1
P-5	4	4	1
P-4	9	6	4
P-3	9	9	2
P-2	5	5	–
Total partiel	38	37	20
Autres catégories de personnel			
Agents du Service mobile	9	6	4
Administrateurs recrutés sur le plan national	10	9	8
Agents locaux	37	34	24
Total partiel	56	49	36
Total	94	86	56

^a Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le groupe des États intéressés.

^b Comprend les emplois de juges internationaux et de coprocurateur international des Chambres extraordinaires (à temps plein et à temps partiel). Pour 2022, sept emplois à temps plein et cinq emplois à temps partiel sont nécessaires.

37. Le montant des ressources demandées pour 2022, qui s'élève à 11 521 900 dollars, permettrait de financer 56 postes (12 fonctionnaires des Nations Unies, 1 D-1, 1 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 4 agents du Service mobile, 8 administrateurs recrutés sur le plan national et 24 agents locaux), ainsi que d'autres objets de dépense (autres dépenses de personnel, consultants et experts, voyages du personnel, services contractuels, frais généraux de fonctionnement, fournitures, mobilier et matériel). Le budget proposé pour 2022 fait apparaître une diminution de 1 352 900 dollars par rapport au budget approuvé pour 2021. Cette diminution se décompose comme suit :

a) **Fonctions judiciaires.** La baisse de 2 160 100 dollars résulte de la combinaison des facteurs suivants : i) une diminution de 2 325 800 dollars au titre des postes (1 891 100 dollars) et des émoluments des non-fonctionnaires (434 700 dollars) liée à la réduction des activités judiciaires prévue pour 2022 ; ii) une augmentation de 165 700 dollars au titre des consultants et experts imputable à l'accroissement des besoins en juristes consultants à court terme au sein de la Chambre de la Cour suprême pour achever la rédaction de l'arrêt dans le dossier n° 002/02 ;

b) **Appui à la défense et appui aux victimes.** La diminution de 529 700 dollars au titre des postes (196 200 dollars) et des consultants et experts (333 500 dollars) s'explique par la réduction des activités judiciaires prévue pour 2022 ;

c) **Bureau de l'administration.** La hausse de 398 000 dollars est le résultat net des facteurs suivants : i) une augmentation de 626 700 dollars au titre des services contractuels (212 100 dollars), des frais généraux de fonctionnement (193 100 dollars) et du mobilier et matériel (221 500 dollars), liée principalement à la mise à niveau obligatoire de principaux sites Web (ZyLAB et Drupal), à l'obligation d'archiver les documents judiciaires sur papier et de les stocker dans des boîtes d'archives permanentes conformément aux normes d'archivage internationales, et au remplacement du matériel informatique obsolète afin de préserver l'intégrité des archives judiciaires numériques, de traiter les documents judiciaires et d'assurer une connectivité sécurisée entre les acteurs judiciaires ; ii) une diminution de 228 100 dollars au titre des postes, imputable principalement à la réduction des postes consécutive au recul des activités judiciaires prévu pour 2022 ;

d) **Dossiers n°s 003 et 004.** L'augmentation de 938 300 dollars s'explique par les éléments suivants : i) une augmentation de 1 044 000 dollars au titre des émoluments des non-fonctionnaires (86 900 dollars) et des autres dépenses de personnel (957 100 dollars) liée aux coûts salariaux standard des juges ainsi qu'aux besoins supplémentaires en personnel temporaire, dans le cadre des dossiers n°s 003 et 004, conformément au Règlement intérieur des Chambres extraordinaires et aux ordonnances de renvoi en jugement ; ii) une diminution de 105 700 dollars au titre des consultants et des experts, principalement due à la réduction des besoins en services d'interprétation lors des audiences en 2022, les audiences à temps plein consacrées aux dépositions ne devant avoir lieu qu'en 2023.

38. Le montant total des ressources nécessaires pour financer les composantes nationale et internationale en 2022 est estimé à 16 181 400 dollars (11 521 900 dollars pour la composante internationale et 4 659 500 dollars pour la composante nationale). En ce qui concerne la composante internationale, à la date de l'établissement du présent rapport, le montant des contributions annoncées au Secrétariat pour 2022 était de 1 054 800 dollars, tandis que celui des contributions volontaires prévues s'élevait à 2 950 000 dollars. À en juger par la tendance observée pendant la période allant de 2017 à 2021, on peut s'attendre en 2022 à ce que les annonces de contribution interviennent par à-coups et pour des montants variés et que les fonds disponibles ne soient à aucun moment suffisants pour que l'on puisse offrir au personnel des contrats d'une durée raisonnable. La réserve opérationnelle de 4,2 millions de dollars

accumulée depuis la création des Chambres extraordinaires a été épuisée en 2012 pour couvrir les charges salariales et son solde est nul. En raison de l'insuffisance chronique des contributions volontaires ainsi que des conditions mises depuis 2015 à l'utilisation de la subvention inscrite au budget ordinaire, selon lesquelles tout solde non utilisé doit être remboursé à l'Organisation, le Secrétariat s'est trouvé dans l'impossibilité de reconstituer de réserves financières et ne dispose d'aucun mécanisme de financement pour faire face aux imprévus d'ordre opérationnel.

39. Devant cet état de choses, le Secrétaire général propose de demander une subvention de 7 517 100 dollars pour la composante internationale pour 2022. Le montant de la subvention envisagée est basé sur le projet de budget pour 2022 (11 521 900 dollars), sur le montant estimatif des contributions volontaires en 2022 (4 004 800 dollars), et sur le fait que les fonds fournis à titre volontaire par les gouvernements continuent d'être inférieurs au montant global des crédits demandés. La subvention envisagée correspond au montant des ressources financières nécessaires pour assurer le fonctionnement des Chambres extraordinaires en 2022, en supposant que le projet de budget pour 2022 sera approuvé par le groupe des États intéressés. Si ce dernier devait approuver une subvention d'un montant différent, des informations actualisées sur les éventuelles modifications du budget ou sur les ajustements du montant de la subvention qui en découleraient seraient communiquées à l'Assemblée générale. La subvention demandée permettrait d'assurer la parfaite continuité du fonctionnement judiciaire des Chambres sans dépendre du versement effectif des contributions volontaires supplémentaires nécessaires à leur fonctionnement sur l'ensemble de l'année. Le Secrétaire général propose de puiser dans la subvention pour financer les charges salariales et opérationnelles de la composante internationale si les fonds extrabudgétaires s'avèrent insuffisants. Compte tenu de la situation financière des Chambres, il propose d'ouvrir un crédit qui permettra de leur allouer une subvention afin d'éviter d'éventuels impacts négatifs sur la trésorerie de l'Organisation. Conscient de la difficulté de mobiliser un financement stable au moyen de contributions volontaires et, en outre, de la nécessité de garantir la clôture rapide des dossiers restants, le Secrétaire général poursuivra ses efforts intensifs de collecte de fonds.

40. Le Gouvernement cambodgien n'a cessé de fournir des contributions importantes à l'appui des Chambres extraordinaires. Il a ainsi versé 4,1 millions de dollars en 2015, 4,2 millions de dollars en 2016 et en 2017, 4,0 millions de dollars en 2018, 3,9 millions de dollars en 2019, 3,8 millions de dollars en 2020 et 3,6 millions de dollars en 2021. Malgré une amélioration de la situation de la composante nationale ces dernières années, le versement en temps voulu des contributions demeure essentiel et le financement global reste incertain pour 2022 et au-delà. Le Gouvernement cambodgien a réaffirmé son ferme attachement aux Chambres et à la recherche d'une solution aux problèmes de financement. De son côté, l'ONU continuera d'aider le Gouvernement cambodgien à solliciter des contributions volontaires supplémentaires auprès de la communauté internationale pour financer la composante nationale. Comme on a pu le constater au cours des années précédentes, tout déficit de financement de l'une ou l'autre des composantes aura probablement de graves répercussions sur l'ensemble des activités des Chambres.

VI. Charges liées aux prestations dues à la cessation de service des juges, de la procureure et des membres du personnel

41. La situation financière des Chambres extraordinaires, y compris la composante internationale, reste précaire. Au moment de l'établissement du présent rapport, les contrats des membres du personnel n'avaient été prolongés que jusqu'au 30 novembre 2021, dans l'attente des contributions prévues qui permettraient de financer le fonctionnement des Chambres extraordinaires jusqu'à la fin de l'année. Le projet de budget pour 2022 part de l'hypothèse que la composante internationale des Chambres restera en activité et prévoit le versement des prestations dues à la cessation de service aux membres du personnel et aux juges internationaux dont la cessation de service est attendue pour 2022 selon le tableau d'effectifs approuvé, dans la mesure où ce budget sera intégralement financé.

42. Si le budget des Chambres extraordinaires n'est pas intégralement financé en 2022, il sera impossible de proroger les contrats des membres du personnel appelés à rester en place ou les mandats des juges et de la coproccureure. Les contrats en cours arriveraient à expiration conformément aux clauses et conditions qui y sont stipulées, ce qui entraînerait de nouvelles charges à payer qui ne sont pas prévues dans le projet de budget pour 2022. Ces charges comprennent notamment les prestations et avantages dus à la cessation de service, tels que le remboursement des frais de voyage et d'expédition liés au rapatriement et la prime de réinstallation dus aux juges, à la coproccureure et aux membres du personnel, et le paiement des jours de congés annuels accumulés auxquels ont droit les membres du personnel. Pour la composante internationale, ces charges sont actuellement estimées à 1 098 600 dollars (269 700 dollars pour les fonctionnaires des Nations Unies et 828 900 dollars pour les membres du personnel). Ce montant n'inclut pas les ressources nécessaires pour procéder, le cas échéant, à la fermeture des Chambres extraordinaires de manière ordonnée et dans les règles.

43. Comme indiqué plus haut, la réserve opérationnelle a été épuisée en 2012 pour couvrir les charges salariales, car les contributions volontaires s'étaient alors avérées insuffisantes. Les conditions imposées à l'emploi de la subvention n'ont pas permis aux Chambres extraordinaires de reconstituer des réserves pour payer les prestations dues à la cessation de service. Le Secrétariat a pris en considération le montant estimatif des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service au moment d'arrêter la durée des contrats du personnel de la composante internationale des Chambres. En conséquence, la durée des contrats est plus courte.

VII. Rémunération des juges internationaux et de la coproccureure internationale

44. Dans sa résolution [75/253 A](#), l'Assemblée générale, rappelant le paragraphe 37 du rapport du Comité consultatif ([A/75/7/Add.19](#)), a prié le Secrétaire général de procéder à un examen des modifications qu'il était proposé d'apporter aux conditions d'emploi des juges internationaux des Chambres extraordinaires et de lui rendre compte de la question dans son prochain rapport. Mené par le Département des affaires économiques et sociales, en consultation avec le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Bureau des affaires juridiques, l'examen demandé a été achevé en juin 2021.

45. Les conditions d'emploi des juges internationaux et de la coproccureure internationale découlent de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge et ont été approuvées par le groupe des États

intéressés. Les dernières conditions de service ont été approuvées par le groupe des États intéressés le 17 septembre 2019.

46. L'examen a pris en compte les conditions d'emploi actuelles des juges internationaux et de la coprocoreure internationale ainsi que celles applicables aux fonctionnaires de la classe D-2. Pour permettre une comparaison et un examen valables, la méthode et les hypothèses suivantes ont été suivies : a) la rémunération annuelle et le coût des prestations applicables ont été calculés à partir des données personnelles disponibles de sept juges à temps plein et de la procureure en poste ; b) les prestations identiques en vertu des conditions d'emploi actuelles des juges internationaux et de celles des fonctionnaires de la classe D-2 n'ont pas été prises en compte ; c) le versement en compensation de jours de congé annuel accumulés et le droit à la prime de rapatriement, qui ne sont pas immédiatement exigibles et ne sont dus qu'au moment de la cessation de service, ont également été exclus du calcul.

47. Le coût annuel actuel des juges internationaux et de la coprocoreure internationale, qui sont considérés comme des fonctionnaires des Nations Unies, s'élève à 224 707 dollars (traitement de base net de 163 423 dollars et indemnité de poste de 61 284 dollars au taux de 37,5 %, à compter du 1^{er} juin 2021).

48. Le coût annuel des fonctionnaires de la classe D-2, échelon V, se monte à 236 395 dollars pour 2021, ce qui est supérieur au coût annuel actuel des juges internationaux et de la coprocoreure internationale. Cette situation tient au fait que les prestations dues aux fonctionnaires de la classe D-2 comprennent non seulement le traitement de base net et l'indemnité de poste mais également la cotisation de l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension d'un participant) et à l'assurance maladie après la cessation de service, dont ne bénéficient pas les juges internationaux et la coprocoreure internationale. En outre, un fonctionnaire de la classe D-2 a droit à une prime de sujétion, à une indemnité pour charges de famille et au bénéfice d'une assurance maladie. Par conséquent, aligner les prestations des juges internationaux et de la coprocoreure internationale sur celles des fonctionnaires de la classe D-2 se traduirait par un accroissement du coût. On trouvera au tableau 4 un état comparatif des coûts.

49. La composante internationale des Chambres extraordinaires étant financée par des contributions volontaires versées par les États Membres, le budget des Chambres est soumis à l'approbation du groupe des États intéressés, guidé par le comité directeur. La modification des conditions d'emploi pour aligner les prestations des juges internationaux et de la coprocoreure internationale sur celles des fonctionnaires de la classe D-2 entraînera une augmentation des ressources nécessaires au fonctionnement des Chambres. Compte tenu de la tendance à la baisse des contributions volontaires destinées aux Chambres, la mobilisation de ressources supplémentaires sera difficile et tout ajustement du budget devra être approuvé par le groupe des États intéressés.

50. En outre, il convient de noter que, même si l'alignement des conditions d'emploi des juges internationaux et de la coprocoreure internationale sur celles des fonctionnaires de la classe D-2 se traduira par des coûts supplémentaires, la rémunération nette à la classe D-2 (179 665 dollars) versée aux juges internationaux et à la coprocoreure internationale sera inférieure, car la part de l'Organisation dans les cotisations au régime d'assurance maladie et à la Caisse des pensions ainsi que le montant prévu au titre de l'assurance maladie après la cessation de service ne seront pas directement versées aux juges internationaux et à la coprocoreure internationale.

51. Comme le veulent les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, l'accord des juges internationaux et de la coprocoreure internationale

doit être obtenu avant tout changement entraînant une baisse de la rémunération nette. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les changements ne seraient appliqués qu'aux nouveaux juges, cette situation entraînerait une différence de rémunération entre les juges exerçant des fonctions judiciaires identiques aux Chambres extraordinaires, ce qui serait en contradiction avec le principe du salaire égal pour un travail de valeur égale.

Tableau 4
État comparatif des coûts

(En dollars des États-Unis)

	Détail	Rémunération annuelle actuelle – Fonctionnaires des Nations Unies aux Chambres	Rémunération annuelle – Fonctionnaires de la classe D-2, échelon V (point médian)
(a)	Traitement de base	163 423	122 665
(b)	Indemnité de poste (37,5)	61 284	45 999
(c) = (a) + (b)	Salaire net hors prestations	224 707	168 664
	Prestations		
(d)	Prime de sujétion	–	8 300
(e)	Indemnité pour charges de famille	–	2 701
(f)	Cotisation de l'Organisation à la Caisse des pensions	–	44 433
(g)	Cotisation de l'Organisation au régime d'assurance maladie et à l'assurance maladie après la cessation de service	–	12 297
(h) = (d) + (e) + (f) + (g)	Total partiel, prestations	–	67 731
(i) = (c) + (h)	Coût total pour l'Organisation	224 707	236 395
(j) = (c) + (d) + (e)	Total de la rémunération nette immédiate	224 707	179 665

VIII. Conclusions

52. Le Secrétaire général se félicite des progrès que les Chambres extraordinaires ont accomplis dans tous les dossiers en cours pendant l'année qui a suivi la publication de son rapport précédent, et ce, malgré les difficultés posées par la pandémie de COVID-19. Dans ce contexte et conscient du mandat des Chambres, le Secrétaire général note qu'il demeure essentiel que toutes les procédures engagées soient menées de façon conforme aux dispositions de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge concernant la poursuite, sous l'empire du droit cambodgien, des auteurs des crimes commis sous le Kampuchea démocratique.

53. Les Chambres extraordinaires ont réalisé des progrès considérables dans l'accomplissement de leur mandat : arrêts définitifs rendus dans les dossiers n^{os} 001 et 002/01 ; jugement en première instance, d'importance historique, rendu dans le dossier n^o 002/02 ; clôture du dossier n^o 004/01. Dans le dossier n^o 003, la Chambre préliminaire a rendu ses considérations relatives aux appels interjetés contre les ordonnances de clôture en avril 2021. Dans le cadre du dossier n^o 004, la phase préliminaire de la procédure se poursuit.

54. Le Secrétaire général félicite les magistrats et le personnel des deux composantes des Chambres extraordinaires pour leur dévouement sans faille et leur détermination à mener à bien le mandat difficile de ces dernières.

55. Le Secrétaire général se réjouit de ce que le Gouvernement cambodgien ait financé la majeure partie du budget de la composante nationale entre 2015 et 2021 et prend acte de la volonté de celui-ci de voir aboutir les travaux des Chambres extraordinaires. Il trouve cependant préoccupant que les Chambres continuent de faire face à des difficultés financières et que les contributions volontaires versées par les gouvernements au cours des sept dernières années aient toujours été insuffisantes pour répondre à leurs besoins de financement. Il est manifeste que les mécanismes de financement des Chambres ne sont pas viables sans une assistance supplémentaire.

56. Il demeure impératif que la communauté internationale veille à doter les Chambres extraordinaires des ressources financières dont elles ont besoin pour amener, conformément à leur mandat, les responsables des crimes commis sous l'ancien régime des Khmers rouges à répondre pleinement de leurs actes. Permettre que des obstacles financiers empêchent les Chambres de mener à bien leurs travaux serait une nouvelle tragédie pour le peuple cambodgien, qui attend depuis plus de quarante ans que justice soit faite, et serait un grave revers pour l'action que la communauté internationale mène contre l'impunité.

IX. Recommandations

57. Le Secrétaire général invite l'Assemblée générale à :

a) Prendre note du présent rapport et de l'utilisation qui a été faite de l'autorisation d'engagement de dépenses approuvée pour 2021 ;

b) Noter que la subvention utilisée en 2020 à hauteur de 7 millions de dollars, dont il est rendu compte dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2020, est imputée sur les crédits approuvés au titre du budget ordinaire de 2020, et qu'en conséquence, l'ouverture de crédits supplémentaires pour 2020 n'est pas nécessaire ;

c) Prendre note du montant estimatif des ressources dont les Chambres extraordinaires auront besoin pour poursuivre l'exécution de leur mandat au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, soit 11 521 900 dollars pour la composante internationale ;

d) Ouvrir un crédit de 7 517 100 dollars au titre du chapitre 8 (Affaires juridiques) du projet de budget-programme pour 2022, destiné à subventionner les travaux de la composante internationale des Chambres extraordinaires en 2022, étant entendu que toute contribution volontaire supplémentaire reçue aurait pour effet de réduire l'utilisation faite des fonds alloués par l'Organisation des Nations Unies, dont il serait rendu compte dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2022 ;

e) Prendre note du montant estimatif des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service des juges, de la coprocureure internationale et des membres du personnel des Chambres extraordinaires, qui s'élève actuellement à 1 098 600 dollars.

Annexe I

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations pertinentes

Résumé de la recommandation

Suite donnée ou à donner à la recommandation

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/75/7/Add.19)

Le Comité consultatif note une nouvelle fois que l'instruction est terminée et qu'une ordonnance de clôture a été rendue dans certains dossiers. Il souligne qu'il importe d'actualiser régulièrement le plan d'achèvement des travaux et réaffirme que toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour clore les dossiers dans les plus brefs délais, notamment procéder à une planification plus efficace, tout en respectant pleinement la procédure judiciaire (voir aussi A/73/448, par. 13). Compte tenu de la longueur des procédures, de l'incertitude quant au calendrier des dossiers restants et du fait que l'activité judiciaire se poursuivra probablement pendant plusieurs années encore, il se dit de nouveau préoccupé par les incidences financières potentielles (voir aussi A/74/7/Add.16, par. 12). (par. 12)

Les Chambres extraordinaires font tout ce qui est en leur pouvoir pour accélérer l'exécution de leur mandat et garantir une gestion diligente et judicieuse des ressources disponibles, tout en respectant le caractère indépendant de la procédure judiciaire et toutes les prescriptions statutaires applicables. L'activité des Chambres est à la fois encadrée par leurs textes statutaires et dictée par les événements qui marquent le cours des dossiers dont elles sont saisies et qui sont souvent suscités par des parties qui sont juridiquement indépendantes.

Les projections relatives au calendrier sont établies sur la base des informations dont les Chambres extraordinaires disposent à un moment donné concernant la charge de travail et les étapes à venir des procès. Elles doivent être révisées chaque fois que les travaux n'avancent pas comme prévu, le plus souvent à cause d'éléments nouveaux présentés par les parties au procès concerné. Les Chambres revoient leurs projections lorsque de nouveaux éléments d'information sont portés à leur attention. Déterminées à faire preuve de l'efficacité et de la transparence voulues dans leurs projections, elles procèdent chaque trimestre à un examen des progrès accomplis dans les différents dossiers et ajustent leurs projections en fonction des faits nouveaux qui ont pu survenir. Ces projections révisées sont ensuite incorporées aux mises à jour trimestrielles du plan de fin de mandat.

Depuis la publication du précédent rapport du Secrétaire général (A/75/242), tous les dossiers dont sont encore saisies les Chambres extraordinaires ont continué de bien avancer. Dans le dossier n° 002, la Chambre de la Cour suprême a tenu quatre jours d'audience en appel du 16 au 19 août 2021. Selon le dernier plan d'achèvement, le jugement devrait intervenir au dernier trimestre 2022. Dans le dossier no 003, la Chambre préliminaire a rendu ses considérations sur les appels interjetés contre les ordonnances de clôture. La procédure devant la Chambre se poursuit. Dans le dossier n° 004, l'instruction se poursuit. Selon le plan d'achèvement actuel, la décision en appel devrait intervenir au troisième trimestre de 2021.

Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution [74/263](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'accélérer la mise au point du cadre pour l'achèvement des travaux des Chambres extraordinaires. Il recommande de nouveau que l'Assemblée prie le Secrétaire général de déterminer les fonctions résiduelles qui pourraient devoir être exercées (voir aussi [A/74/7/Add.16](#), par. 14). (par. 13)

Le Comité consultatif compte que le solde inutilisé de 2020 sera porté au crédit des États Membres dès que possible. (par. 14)

Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de porter le solde inutilisé de 2019, d'un montant de 649 900 dollars, au crédit des États Membres en janvier 2021. (par. 15)

Compte tenu des problèmes de financement persistants que rencontrent les Chambres extraordinaires, le Comité consultatif affirme de nouveau qu'il faut intensifier les activités de collecte de fonds, notamment en augmentant le nombre de donateurs et en engageant les principaux donateurs et les membres du groupe des États intéressés à continuer d'apporter un soutien financier, de façon à aider les Chambres à achever leurs travaux rapidement (voir aussi [A/74/7/Add.16](#), par. 25, et [A/73/448](#), par. 25). (par. 17)

Le Comité consultatif compte que des informations détaillées sur les variations entre les dépenses prévues pour 2020 et le budget révisé pour 2021, ventilées par objet de dépense, seront communiquées à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport et que le projet de budget pour 2022 contiendra des renseignements actualisés. (par. 25)

Compte tenu des progrès accomplis dans les procédures judiciaires, les besoins en ressources ont été réduits en conséquence. Ainsi, 21 emplois de la composante internationale, qui n'étaient plus nécessaires à l'achèvement du mandat des Chambres extraordinaires, ont été supprimés dans le budget de 2020. La structure ramassée des Chambres a permis de supprimer huit emplois supplémentaires en 2021.

Dans son rapport du 19 mars 2021 ([A/75/809](#)), le Secrétaire général a retracé les consultations menées sur l'achèvement des travaux et les fonctions résiduelles devant être exercées par les Chambres et présenté le résultat des consultations menées, lesquelles ont débouché sur l'élaboration d'un ensemble de dispositions rassemblées dans un projet d'additif à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement royal du Cambodge concernant la poursuite, sous l'empire du droit cambodgien, des auteurs des crimes commis sous le Kampuchea démocratique. Par sa résolution [75/257 B](#), l'Assemblée générale a approuvé le projet d'additif, que l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement cambodgien ont signé en août 2021 et qui entrera en vigueur après que les deux parties se seront notifiées par écrit l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

Voir par. 30 du présent rapport.

Le solde inutilisé de 2019 (649 900 dollars) a été porté au crédit des États Membres dans le cadre de la résolution [75/254 C](#) de l'Assemblée générale sur le financement des crédits ouverts pour l'année 2021.

Voir par. 26 à 28 du présent rapport.

Au tableau 2 du présent rapport figurent des renseignements actualisés sur les dépenses effectives de 2020 et le budget révisé pour 2021, ventilées par objet de dépense pour la composante internationale.

En ce qui concerne l'ajustement de la rémunération, le Comité consultatif estime qu'il n'est pas clairement justifié d'appliquer aux juges internationaux des Chambres extraordinaires le même mécanisme que celui utilisé pour les membres de la Cour internationale de Justice, qui est le principal organe judiciaire des Nations Unies, et de leur accorder un traitement net supérieur à celui des secrétaires généraux adjoints. Il recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de revoir les conditions d'emploi des juges internationaux des Chambres extraordinaires afin de les aligner sur celles des fonctionnaires de la classe D-2. (par. 37)

Le Comité consultatif note en outre qu'après huit demandes consécutives de subvention, depuis 2013, aux fins du financement de la composante internationale des Chambres extraordinaires, cette pratique n'a plus rien d'exceptionnel. Il continue néanmoins de souligner que les contributions volontaires devraient demeurer une des principales sources de financement des Chambres et qu'il faudrait redoubler d'efforts pour éviter de continuer à recourir aux subventions. (par. 41)

Voir par. 44 à 51 du présent rapport pour des informations sur les modalités et les résultats de l'examen.

Voir par. 28 du présent rapport pour des informations sur l'évolution des contributions volontaires qui explique le recours accru au budget ordinaire.

Les efforts déployés pour trouver des fonds se sont poursuivis en 2020 (voir par. 26 à 28 du présent rapport). Toutefois, compte tenu de la tendance susmentionnée et d'après les indications des donateurs actuels, le montant des contributions volontaires devrait continuer de décroître pour atteindre environ 3,9 millions de dollars en 2021.

Annexe II

Situation financière des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens

Composante internationale : Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges

Tableau A.1

Situation financière de la composante internationale au 31 décembre 2020

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. Recettes	
Contributions reçues entre 2005 et 2020	226 688,6
Intérêts perçus entre 2005 et 2020 et autres ajustements	5 305,5
Total partiel	231 994,1
B. Dépenses^a	(283 756,2)
Solde (déficit)^b	(51 762,1)

^a Ce chiffre comprend une subvention de 3 255 000 dollars versée en 2013 et des prêts d'un montant total de 780 000 dollars octroyés en 2014 à la composante nationale pour financer les coûts salariaux. Ces coûts sont également comptabilisés dans les tableaux relatifs à la composante nationale.

^b Le déficit a été couvert par les subventions imputées sur le budget ordinaire pour 2015 (10 678 400 dollars), 2016 (10 407 700 dollars), 2017 (10 619 000 dollars), 2018 (6 856 200 dollars), 2019 (6 780 900 dollars) et 2020 (6 419 900 dollars).

Tableau A.2

Situation financière de la composante internationale pour 2021 et projections pour 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. Recettes	
Contributions reçues pour 2021	3 277,8
Contributions annoncées pour 2021 ^a	298,3
Contributions prévues pour 2021	352,3
Total partiel	3 928,4
B. Budget révisé pour 2021	(12 874,8)
C. Excédent/(déficit) prévu pour 2021	(8 946,4)
D. Recettes pour 2022	
Contributions annoncées pour 2022 ^b	1 054,8
Contributions prévues pour 2022	2 950,0
Total partiel	4 004,8
E. Montant estimatif des ressources nécessaires pour 2022^c	(11 521,9)

F. Déficit prévu pour 2022 **(7 517,1)**

^a Allemagne (250 000 euros) convertis au taux de change en vigueur au 30 juin 2021.

^b Australie (1 million de dollars australiens) et Allemagne (250 000 euros) convertis au taux de change en vigueur au 30 juin 2021.

^c Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le Groupe des États intéressés.

Composante nationale : Cambodge

Tableau A.3

Situation financière de la composante nationale au 31 décembre 2020

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. Recettes	
Contributions reçues entre 2005 et 2020	89 956,6
B. Dépenses	(89 300,0)
Solde	656,6

Tableau A.4

Situation financière de la composante nationale pour 2021 et projections pour 2022

(En milliers de dollars des États-Unis)

A. Recettes pour 2021	
Solde reporté au 1 ^{er} janvier 2021	656,6
Contributions reçues pour 2021	2 800,0
Contributions annoncées pour 2021	1 900,0
Contributions prévues pour 2021	–
Total partiel	5 356,6
B. Budget révisé pour 2021	(4 940,1)
C. Excédent/(déficit) prévu pour 2021	416,5
D. Recettes pour 2022	
Contributions annoncées pour 2022	–
Contributions prévues pour 2022	–
Total partiel	–
E. Dépenses prévues pour 2022	4 659,5
F. Excédent/(déficit) prévu pour 2022	(4 659,5)

Composante nationale : montant indicatif des ressources nécessaires

Tableau A.5.1

Ressources nécessaires par composante et fonds disponibles

(En milliers de dollars des États-Unis)

Composante	Dépenses de 2020	Budget révisé pour 2021	Augmentation (diminution)		Budget pour 2022 ^a
			Montant	Pourcentage	
A. Fonctions judiciaires	978,0	922,5	(312,7)	(33,9)	609,8
B. Section d'appui à la défense et Section d'appui aux victimes	276,0	333,1	(22,6)	(6,8)	310,5
C. Bureau de l'administration	3 306,1	3 489,4	(136,5)	(3,9)	3 352,9
D. Dossiers n ^{os} 003 et 004	–	195,1	191,2	98,0	386,3
Total	4 560,1	4 940,1	(280,6)	(5,7)	4 659,5
Solde reporté	260,3	656,6	(656,6)	(100,0)	–
Contributions effectives ou annoncées	4 956,4	4 700,0	(4 700,0)	(100,0)	–
Total des recettes	5 216,7	5 356,6	(5 356,6)	(100,0)	–
Excédent/(déficit)	656,6	416,5	(5 076,0)	(1 218,7)	(4 659,5)

^a Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le groupe des États intéressés.

Tableau A.5.2

Ressources nécessaires par objet de dépense et fonds disponibles

Objet de dépense	Dépenses de 2020	Budget révisé pour 2021	Variation		Budget proposé pour 2022 ^a
			Montant	Pourcentage	
Postes	2 172,6	2 330,8	(176,0)	(7,6)	2 154,8
Émoluments des non-fonctionnaires	621,0	662,0	(91,2)	(13,8)	570,8
Autres dépenses de personnel	150,0	239,7	95,1	39,7	334,8
Consultants et experts	141,7	141,7	–	–	141,7
Voyages du personnel	0,1	16,2	(4,6)	(28,4)	11,6
Services contractuels	1 030,5	1 057,7	(15,2)	(1,4)	1 042,5
Frais généraux de fonctionnement	310,2	388,9	(62,1)	(16,0)	326,8
Dépenses de représentation	27,1	27,2	(6,6)	(24,3)	20,6
Aménagement des locaux	106,9	45,5	–	–	45,5
Formations et réunions	–	30,4	(20,0)	(65,8)	10,4
Total des dépenses	4 560,1	4 940,1	(280,6)	(5,7)	4 659,5
Solde reporté	260,3	656,6	(656,6)	(100,0)	–
Contributions effectives ou annoncées	4 956,4	4 700,0	(4 700,0)	(100,0)	–
Total des recettes	5 216,7	5 356,6	(5 356,6)	(100,0)	–
Excédent/(déficit)	656,6	416,5	(5 076,0)	(1 218,7)	(4 659,5)

^a Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le groupe des États intéressés.

Tableau A.5.3
Postes nécessaires

Catégorie	Effectif approuvé		Effectif proposé ^a
	2020	2021	2022
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
D-1	13	14	14
P-5	1	1	1
AN-D	16	15	13
AN-C	8	8	8
AN-B/AN-A	12	12	11
Total partiel	50	50	47
Autres catégories de personnel			
Agents locaux	79	79	76
Total partiel	79	79	76
Total	129	129	123

^a Le projet de budget pour 2022 doit être examiné et approuvé par le Groupe des États intéressés.

Budget approuvé et dépenses effectives (2011-2021)

Tableau A.6

Budget approuvé et dépenses effectives – composante internationale (2011-2021)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Fonds disponibles pour l'année										
Année	Budget approuvé	Solde du Gouvernement reporté	Contributions du Gouvernement cambodgien	Contributions volontaires versées par des donateurs internationaux	Intérêts perçus et autres ajustements	Autorisation d'engagement de dépenses donnée par l'Assemblée générale	Total des fonds disponibles pour l'année	Montant utilisé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses	Montant effectif des dépenses en année pleine	Montant remboursé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) + (3) + (4) + (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (7) - (9)
										(11) = (6) - (8)
2011	30 834,7	9 472,5	–	21 458,7	193,8	–	31 125,0	–	22 912,9	8 212,1
2012	25 011,7	8 212,2	–	16 576,1	30,2	–	24 818,5	–	23 340,3	1 478,2
2013	26 005,1	1 478,2	–	22 903,4	20,4	–	24 402,0	–	23 746,2	655,8
2014	23 421,9	655,7	–	16 785,3	–	15 540,0	32 981,0	–	21 728,1	11 252,9
2015 ^a	27 096,6	(4 287,1)	–	17 760,1	(112,9)	12 100,0	25 460,1	10 678,4	24 038,5	1 421,6
2016 ^a	25 697,7	–	–	13 234,2	(93,1)	12 100,0	25 241,1	10 407,7	23 548,9	1 692,2
2017 ^a	23 763,0	–	–	9 229,8	244,4	11 000,0	20 474,2	10 619,0	20 093,1	381,1
2018 ^a	17 713,7	–	–	8 411,2	100,9	8 000,0	16 512,1	6 856,2	15 368,3	1 143,8
2019 ^a	16 014,1	–	–	6 271,4	186,1	7 430,8	13 888,3	6 780,9	13 238,4	649,9 ^b

Exercice budgétaire annuel

Année	Budget approuvé	Solde du Gouvernement reporté	Contributions du Gouvernement cambodgien	Contributions volontaires versées par des donateurs internationaux	Intérêts perçus et autres ajustements	Autorisation d'engagement de dépenses donnée par l'Assemblée générale	Montant reçu/utilisé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses	Total des fonds disponibles pour l'année	Montant effectif des dépenses en année pleine	Solde non utilisé	Montant remboursé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (2) + (3) + (4) + (5) + (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)
2020 ^c	11 681,6	–	–	4 301,9	61,6	7 000,0	7 000,0	11 363,5	10 783,4	580,1	580,1
2021 ^d	12 874,8	–	–	3 928,4	–	7 000,0	–	10 928,4	–	–	–

^a Depuis 2015, selon les dispositions régissant l'utilisation de la subvention imputée au budget ordinaire, les soldes inutilisés à la fin de l'année doivent être crédités au budget ordinaire et ne peuvent pas être reportés sur l'exercice suivant.

^b Le solde inutilisé pour 2019 (649 900 dollars) a été porté au crédit des États Membres dans le cadre de la résolution 75/254 C de l'Assemblée générale.

^c Il sera rendu compte de l'excédent pour 2020 (580 100 dollars) dans les états financiers pour 2021 et dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021.

Le montant sera porté au crédit des États Membres dans ce cadre, conformément aux politiques et procédures budgétaires et financières en vigueur.

^d Le montant définitif des dépenses et l'ouverture de crédits correspondante au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses reçue en 2021 figureront dans le rapport sur l'exécution du budget-programme de 2021.

Tableau A.7

Budget approuvé et dépenses effectives – composante nationale (2011-2021)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Année	Fonds disponibles pour l'année						Montant utilisé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses	Montant effectif des dépenses en année pleine	Solde non utilisé	Montant remboursé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses
	Budget approuvé	Solde reporté	Contributions du Gouvernement cambodgien	Contributions volontaires versées par des donateurs internationaux	Intérêts perçus et autres ajustements	Autorisation d'engagement de dépenses donnée par l'Assemblée générale				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (2) + (3) + (4) + (5) + (6)	(8)	(9)	(10) = (7) – (9)
										(11) = (6) – (8)
2011	9 857,9	1 229,9	350,0	7 233,3	–	–	8 813,2	–	9 071,8	(258,6)
2012	9 240,5	(258,6)	1 700,0	7 168,7	–	–	8 610,1	–	8 926,6	(316,5)
2013	9 370,3	(316,6)	3 600,0	4 481,6	–	–	7 765,0	–	7 523,9	241,1
2014	6 380,7	241,2	3 959,0	2 021,5	–	–	6 221,7	–	6 063,3	158,4
2015	6 653,8	158,5	4 100,0	2 316,4	–	–	6 574,9	–	6 476,0	98,9
2016	6 643,5	98,9	4 150,0	2 350,9	–	–	6 599,8	–	6 561,1	38,7
2017	6 371,8	38,7	4 150,0	1 730,3	–	–	5 919,0	–	5 829,7	89,3
2018	5 697,8	89,3	4 000,0	1 487,0	–	–	5 576,3	–	5 278,7	297,6
2019	5 374,3	297,6	3 900,0	1 003,9	–	–	5 201,5	–	4 941,2	260,3

Exercice budgétaire annuel

Année	Budget approuvé	Solde reporté	Contributions du Gouvernement cambodgien	Contributions volontaires versées par des donateurs internationaux	Intérêts perçus et autres ajustements	Autorisation d'engagement de dépenses donnée par l'Assemblée générale	Montant reçu au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses	Total des fonds disponibles pour l'année	Montant effectif des dépenses en année pleine	Solde non utilisé	Montant remboursé au titre de l'autorisation d'engagement de dépenses
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (2) + (3) + (4) + (5) + (7)	(9)	(10) = (8) – (9)	(11)
2020	4 870,6	260,3	3 800,0	1 156,4	–	–	–	5 216,7	4 560,1	656,6	–
2021	4 940,1	656,6	3 600,0 ^a	1 100,0 ^a	–	–	–	5 356,6 ^a	^b	^b	–

^a État des contributions volontaires et des annonces de contribution au 30 juin 2021.^b Les dépenses effectives en année pleine et le solde inutilisé seront connus à la fin de l'exercice.